

Numéro 249

Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique

septembre 2025

Nos réseaux



Sommaire

Bilan social et égalité professionnelle.....	1
Accord handicap 2027 : Solidaires Informatique négocie de nouveaux droits !.....	2
Chronotime : 6 mois de galère !.....	3
Prime de vacances : Dernier rappel avant action en justice.....	3
Colombie : Une catastrophe passée sous silence.....	4
Solidaires rejoint les mobilisations du 26 septembre.....	5
Syndicalisation.....	6

RÉUNION EN LIGNE

Lundi 14 septembre
à partir de 17h30 et jusqu'à
19 h

Actualités sociales
& discussions libres

Réunion en ligne :

<https://meet.solidairesinformatique.org/sudinetum-reunion-en-ligne>



Bilan social et égalité professionnelle

Les consultations en cours des CSE sur le bilan social 2025 et le rapport de situation comparée Femmes/Hommes dressent un constat préoccupant de l'évolution sociale d'Inetum.

Depuis plusieurs années, **les recrutements s'effondrent tandis que les départs, volontaires ou non, ne cessent de croître**. Aucun éta- blissement n'échappe à une baisse des effectifs.

Dans le même temps, **la Direction continue de réduire les moyens consacrés à la formation** : moins de budget, moins de bénéficiaires, moins d'heures de formation. Une stratégie à contre sens de nos be- soins et des annonces de façade pour parer à la transformation des métiers avec l'essor de l'IA, du cloud ou de la cybersécurité et des technologies associées.

Les perspectives d'évolution professionnelle restent également très limitées : peu de promotions et des passages du statut TAM vers Cadre quasi-inexistants.

Autre signal inquiétant, **la forte progression des absences pour ma- ladie, notamment des arrêts de longue durée**. Les nombreuses alertes remontées aux CSE sur les conditions de travail, les risques psychosociaux, les situations de harcèlement ou de discrimination ne peuvent être ignorées. La santé au travail doit enfin devenir une prio- rité.

Sur les salaires, la situation n'est guère plus reluisante. Derrière une légère hausse de la rémunération moyenne se cache une réalité moins favorable : **les écarts se creusent et le partage des richesses produites s'effondre**, avec une participation de 19 € en moyenne par salarié.e en 2026.

Concernant l'égalité professionnelle, les constats sont tout aussi pré- occupants. **Les femmes ne représentent toujours qu'un quart des effectifs et seulement 10 % des recrutements réalisés en 2025.**

L'entreprise ne corrige donc pas les déséquilibres existants, elle les aggrave. Les femmes restent largement sous-représentées dans les postes les plus élevés de responsabilité et de rémunération, tandis que les écarts salariaux augmentent avec la séniorité et le niveau hiérarchique.

Pour Solidaires Informatique, il est urgent de changer de cap : investir dans l'emploi, la formation, l'égalité profes- sionnelle, les parcours de carrière, la santé et les condi- tions de travail ne constitue pas un coût mais une nécessité et un droit.

IMPOSONS UN AUTRE AVENIR

Accord handicap 2027 : solidaires informatique négocie de nouveaux droits !

La négociation du nouvel accord handicap est en cours. Pour Solidaires Informatique, il ne suffit pas de reconduire l'existant : le nouvel accord doit apporter des droits supplémentaires et des engagements concrets.

Plus de recrutements, et une meilleure intégration

Nous demandons que 4 % des recrutements réalisés pendant la durée de l'accord concernent des salariés en situation de handicap, afin de progresser vers l'objectif de 6 % de salarié·es BOETH dans l'entreprise.

Cela doit s'accompagner de la formation des recruteurs et des managers et d'une sensibilisation obligatoire des nouveaux arrivants.

Des conditions de travail réellement adaptées

Le handicap ne s'arrête pas à la porte du domicile les jours de télétravail ! Nous demandons donc la duplication du matériel adapté entre le domicile et le lieu de travail, lorsque les salarié·es le demandent.

Nous revendiquons également un jour de télétravail par semaine accordé de droit sur demande des salarié·es concerné·es.

Des jours pour les démarches, les soins... et les salarié·es aidant·es

Parce que le handicap entraîne aussi des contraintes administratives et médicales, nous revendiquons 2 jours rémunérés pour les démarches RQTH et 6 jours pour les démarches administratives, les soins et le suivi médical.

Nous demandons également 6 jours rémunérés pour les salarié·es aidant·es accompagnant un proche en situation de handicap, ainsi qu'une aide en CESU pour un montant de 500 € par an, ou 600 € avec une participation employeur de 85 %, pour les salarié·es BOETH et les aidant·es.

Handicap : pas de carrière au rabais !

Nous voulons un suivi réel des promotions et des augmentations salariales des salarié·es BOETH et demandons qu'un temps partiel thérapeutique ne puisse pas entraîner mécaniquement une diminution de la rémunération variable.

Et lorsque, malgré les mesures de maintien dans l'emploi et de reclassement, un licenciement pour inaptitude intervient, nous revendiquons une indemnité supra-conventionnelle minimale de 3 mois de salaire.

Des moyens, pas seulement des intentions

Nous demandons 4 chargé·es de Mission Handicap à temps plein, réparti·es dans les régions. Et si le budget prévu pour la politique handicap est insuffisant, Inetum devra l'abonder sur ses fonds propres.

Nous voulons également pouvoir mesurer les résultats : promotions, salaires, intercontrat, mobilité, aides accordées, délais de mise en œuvre ou refus devront faire l'objet d'indicateurs comparant la situation des salarié·es BOETH à celle des autres salarié·es.

un accord handicap ne doit pas être une déclaration de bonnes intentions. il doit garantir des droits, des moyens et des engagements vérifiables.

C'est ce que Solidaires Informatique défend dans cette négociation.



Chronotime : 6 mois de galères !

Chronotime V2, comme nous l'expliquions dans un précédent tract, devait reprendre à l'identique les fonctionnalités du CRA35, devenu depuis longtemps obsolète.

Présentée en juin 2025, cette version devait être mise en production en septembre 2025.

Les élu·es avaient alerté la direction, considérant que ni l'avancement du projet, ni les tests, ni la bascule sans retour arrière possible ne permettaient une mise en service sans risque sur les éléments de paie.

La direction avait d'ailleurs, au dernier moment, dû reporter cette mise en production à février 2026.

Hélas, six mois après, l'outil n'est toujours pas en mesure de générer des états corrects.

La saisie des paniers repas des salarié·es travaillant en 2x8 et 3x8 se fait manuellement en paie, avec pour conséquence un décalage du paiement si, pour une raison ou une autre, la saisie n'a pas été effectuée. **En avril, la saisie des activités des salarié·es de ces équipes a été modifiée, sans leur consentement**, entraînant l'absence de majoration du travail du dimanche et des jours fériés... pour ne citer que ces dysfonctionnements.

Vos élu·es ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour du CSEC de septembre afin d'évoquer ces sujets et d'obtenir de la direction des engagements concrets concernant les correctifs et les évolutions à apporter à cette application, afin qu'elle soit enfin pleinement opérationnelle et que les salarié·es ne fassent plus les frais d'un projet mal conduit. Solidaires Informatique y veillera.

Prime de vacances : dernier rappel avant action en justice

Nous vous avons déjà informé·es de la démarche engagée concernant la prime de vacances non versée aux ancien·nes salarié·es des sociétés ARES, VIVEO, SINORG et DATAID CENTI, dont le contrat prévoyait une rémunération sur 13 mois.

Dans les procédures déjà menées, Inetum et Nexpublica ont été contraintes de verser cette prime aux salarié·es qui avaient saisi la justice.

Depuis, Solidaires Informatique a demandé à plusieurs reprises aux directions d'Inetum et de Nexpublica de régulariser la situation des autres salarié·es concerné·es, sans qu'il soit nécessaire pour chacun·e d'engager une procédure judiciaire.

Ces demandes n'ont pas permis d'obtenir une régularisation générale.

Nous arrivons donc désormais au terme de la phase amiable.

Vous êtes concerné·e ? C'est le moment de vous manifester

Le cabinet Métin, qui nous accompagne sur ce dossier, va prochainement engager la procédure pour les salarié·es qui nous auront mandatés afin d'obtenir le paiement des primes de vacances qui leur sont dues.

Il s'agit de notre dernier appel avant le lancement de cette procédure.

Si vous êtes un·e ancien·ne salarié·e **ARES, VIVEO, SINORG ou DATAID CENTI**, que votre contrat prévoyait une rémunération sur 13 mois et que vous pensez être concerné·e par cette situation, prenez contact avec nous dès maintenant.

Le fait que d'autres salarié·es aient obtenu gain de cause ne provoque pas automatiquement votre régularisation : le jugement obtenu ne bénéficie qu'aux salarié·es qui étaient parties à la procédure.

Ne laissez pas passer vos droits

Solidaires Informatique Inetum accompagnera les salarié·es concerné·es dans cette nouvelle démarche, avec le cabinet Métin, qui pourra les représenter et réclamer les sommes dues.

Pour vous signaler ou obtenir des renseignements : contact@sudgfi.fr

N'attendez pas le lancement de la procédure pour nous contacter.

Colombie : une catastrophe passée sous silence

Un violent séisme de magnitude 7,4 a frappé la Colombie le 10 août dernier. Ressenti dans une grande partie du pays et jusque dans les États voisins, il a provoqué des dégâts et plongé de nombreuses familles dans l'inquiétude.

Inetum est présent en Colombie et compte de nombreux salarié·es dans le pays. Le PDG du groupe a publié sur les réseaux sociaux un message de solidarité envers la population colombienne, et tout particulièrement envers ses salarié·es en Colombie et leurs familles. C'est le strict minimum. En revanche, **pas un mot dans l'intranet Inetum France.**

Mais au-delà des messages de solidarité et de la communication institutionnelle, ce sont avant tout les mesures concrètes prises pour accompagner les salarié·es et leurs proches touchés par la catastrophe qui importent. Sur ce point, les salarié·es d'Inetum France n'ont, à notre connaissance, reçu aucune information : **situation de nos collègues, mesures d'accompagnement, facilités accordées aux personnes touchées ou à leurs familles...**

Inetum communique abondamment sur ses « valeurs », ses « tribus » et le sentiment d'appartenance à un groupe international. Cette appartenance devrait aussi se traduire concrètement lorsque des collègues traversent une telle épreuve. Informer l'ensemble des salarié·es de leur situation et des dispositifs mis en place pour les soutenir participerait pleinement de cette solidarité.

Cette question prend aujourd'hui une dimension supplémentaire. **Alors que l'avenir des activités ibériques et latino-américaines d'Inetum est en discussion**, avec, à la clé, une possible cession dans les prochains mois, les décisions prises par Bain Capital peuvent avoir des conséquences très concrètes pour des milliers de salarié·es.

Une entreprise n'est pas seulement un ensemble d'activités que l'on achète, découpe ou revend au gré d'une stratégie financière. **Ce sont d'abord des femmes et des hommes, des emplois, des collectifs de travail et des vies qui ne peuvent pas être réduits à des lignes dans un bilan financier.**

Le discours sur l'appartenance et les valeurs communes ne peut donc pas être à sens unique : demander aux salarié·es de s'identifier au groupe implique aussi que **le groupe se préoccupe d'elles et d'eux lorsque les circonstances l'exigent.**

Solidaires Informatique adresse tout son soutien à nos collègues de Colombie, à leurs proches et à leurs familles, ainsi qu'à l'ensemble de la population colombienne touchée par ce séisme.

Solidaires Informatique demande que la Direction communique sur les actions mises en place pour nos collègues Colombiens suite à cette catastrophe.

¡Solidaires Informatique enviamos toda nuestra solidaridad y todo nuestro apoyo a los trabajadores y las trabajadoras de INETUM Colombia y a sus familias víctimas del devastador terremoto!



Solidaires rejoint les mobilisations pour le climat, la paix et les solidarités du 26 septembre

L'Union syndicale Solidaires rejoint l'appel, initié au cœur de l'été, à des mobilisations pour le climat, la paix et les solidarités le samedi 26 septembre. Elle continuera de travailler avec ses alliés pour l'élargir au plus grand nombre.

Méga-feux, canicules et sécheresses font vivre un été infernal à la population, au monde du travail, aux plus précaires. 220 000 personnes ont été évacuées face aux incendies. Certaines d'entre elles ont tout perdu. D'autres ont inhalé des fumées toxiques et des résidus de pesticides utilisés sur les pins. Habitant·es de bouilloires thermiques, usager·es et personnel des écoles, des hôpitaux, des Ehpad subissent les canicules et plus encore l'absence de plan d'ampleur pour rénover les bâtiments publics comme privés. Les salarié·es les plus exposé·es aux fortes chaleurs sont confronté·es à des risques importants pour leur santé, pouvant aller jusqu'à la mort, et à des accidents du travail qui peuvent survenir plus facilement en raison de la fatigue, sans adaptation du monde du travail. Le monde agricole alerte sur le nombre de fermes qui pourraient disparaître et sur les menaces qui pèsent sur notre souveraineté alimentaire. Partout, les agent·es des services publics, pompiers, soignant·es, agent·es de l'Office national des Forêts, prévisionnistes de Météo France sont en première ligne pour gérer la crise, avec une insuffisance criante de moyens sur laquelle ils et elles alertent depuis des années.

Tou·tes auraient pu céder à la sidération. Au contraire, de toutes parts se construisent des mobilisations. Ce sont d'abord les solidarités concrètes qui ont permis aux pompiers et aux personnes évacuées de tenir. C'est ensuite l'intersyndicale des agent·es des Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) qui a construit une mobilisation inédite qui devrait déboucher sur la colonne de renfort de la colère, convergeant à partir du 26 septembre place de la République à Paris. C'est enfin l'appel à des marches dans tous les territoires le 26 septembre pour exiger un plan d'urgence, d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique, sans attendre un été de plus.

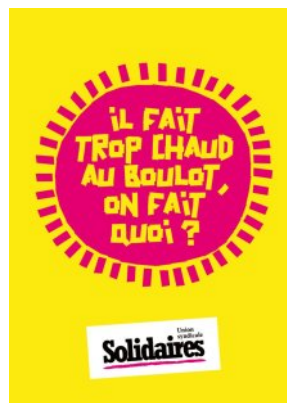
Pour Solidaires, la réussite de ces mobilisations dépend des alliances larges que nous saurons construire, et suppose la participation massive des travailleurs et des travailleuses du pays. Pointons les véritables responsables de cette crise : les gouvernements qui n'ont pas initié de politiques climatiques sérieuses, les patrons de l'industrie fossile et de l'agro-business. Imposons des mesures qui protègent le monde du travail et les plus précaires sans leur faire payer les coûts de la crise climatique et des reconversions à venir.

Le 26 septembre ne sera pas une date isolée. Les agent·es des services publics seront un levier central des transformations colossales qui s'imposent, et seront en grève le 29 septembre, jour de mobilisation de la Fonction publique.

Préparons un automne sans concessions !

Pour rejoindre les mobilisations du 26 septembre :

26septembre.org



Retrouvez notre dossier complet sur l'adaptation du droit du travail à la crise climatique.



Syndicalisation

Et si vous adhérez à un syndicat fort, solidaire, unitaire et démocratique ?

Comment adhérer ?

Rien de plus simple, il suffit de remplir ce formulaire en ligne :

Pourquoi adhérer ?

Adhérer en ligne

"Un petit geste pour un super pouvoir"

Lorsqu'on adhère à **Solidaires Informatique Inetum**, on peut choisir son niveau d'engagement en fonction de ses envies, ses disponibilités, sa motivation. L'engagement peut aussi varier dans le temps, en fonction de ses investissements professionnels, familiaux et personnels.

Level 1 : J'adhère simplement et je participe ainsi aux moyens du syndicat pour former ses adhérent-es, lancer des actions, s'assurer un conseil juridique fort, développer notre syndicalisme, ...

Level 2 : Je participe aux réunions du conseil syndical pour m'informer, donner mon avis, participer aux décisions, préparer le tract. Je réponds aux consultations du syndicat pour l'élaboration de nos revendications et pour la signature des accords collectifs.

Level 3 : Je participe à des groupes de travail de la section ou du syndicat national (féminisme, entraide, juridique, antiracisme, handicap, communication, ...)

Level 4 : Je m'investis dans les instances de l'entreprise en tant que délégué.e syndical.e ou représentant.e syndical.e au CSE. Je propose ma candidature à des mandats interprofessionnels (défenseur.se syndical.e, conseiller.ière du salarié, conseiller.ière prudhomma.le, ...)

Et toujours : je bénéficie de l'aide et de la solidarité du syndicat, je suis informé.e régulièrement de l'actualité sociale, je peux participer aux débats à tout moment et aux rencontres organisées localement.



Et si vous avez des questions, nous sommes disponibles pour y répondre !



Inetum
Solidaires
 Union Syndicale Solidaires
Informatique

**Rejoignez nous dans nos combats,
 soutenez nos actions !**

Adhérez à Solidaires Informatique :

adhesion.solidairesinformatique.org



Vos interlocuteurs·rices au sein de l'UES Inetum

DSC FRANCE

Vincent Bracchetti
 06.70.49.84.93
 Franck Auger (adjoint)
 06.99.91.88.33

CONTACT

contact@sudgfi.fr

NORD

Guillaume Mahelle (DS)
 07.77.39.30.46
 Olivier Lefrancq (DS)
 06.19.87.58.97
 Régis Schafran (DS)
 06.52.06.49.98

OUEST

Anne Oury (DS)
 06.30.49.67.67
 Christophe Baudry (DS)
 06.88.60.75.20
 Hélène Murzeau (DS)
 Sonia Torki (RS)

ILE-DE-FRANCE

Murielle Torres Rivas (RS)
 06.83.63.28.20
 Julien Schiavo (RSS)
 07.66.71.77.84

EST

Christophe Schmeltzer (DS)
 06.32.19.07.53
 Hugues Dailliez (RS)

Retrouvez l'intégralité
 de nos communications
 mensuelles sur le site
 de Solidaires
 Informatique Inetum :



**L'heure
 est à la
 syndicalisation
 de masse**




AUVERGNE - RHÔNE-ALPES

Marc Aubertin (DS)
 06.70.40.47.88
 Franck Poulard (DS)
 06.73.44.35.76
 Myriam Gamot (RS)

SUD-OUEST

Jean-Philippe Calvel (DS)
 06.83.44.63.12
 Laurent Larrieu (DS)
 06.74.20.34.46

MÉDITERRANÉE

Laure Netz (DS)
 06.09.34.78.20
 Véronique Dardonville (DS)

IMPOSONS UN AUTRE Avenir

Solidai